

avec Béatrice DUPONT

l'humain d'abord

Relancer et développer les services publics, définis et gérés démocratiquement, pour combattre les inégalités sociales et territoriales

Il faut rendre effectif le droit de tous aux biens communs :

- **santé** : remise en état du service public de santé et de centres de santé pour assurer une couverture nationale, rétablir le remboursement des dépenses de santé pour tous, pôle public du médicament, gestion démocratique de la secu et des hôpitaux.
- **logement** : mesures d'urgence (plan de mobilisation des locaux vides, réquisition, loi SRU renforcée...) service public national et décentralisé du logement
- **eau et énergie** : permettre par une tarification différente l'accès de tous.

Une planification écologique, pour organiser collectivement la réponse à la crise écologique :

- des choix énergétiques sous contrôle citoyen une maîtrise publique de l'énergie avec un large débat sur le nucléaire, le développement des énergies renouvelables.
- Relocaliser l'économie, créer des circuits courts de production et de distribution (soutien au maraîchage urbain, à l'agriculture paysanne de proximité...) un pôle nationale du transport public (fin de la privatisation, priorité au transport ferroviaire...)
- contre la marchandisation des biens communs, préserver et partager les ressources naturelle : revenir à la gestion publique de l'eau
- création d'un pôle public de l'énergie (nationalisation d'EDF, GDF, AREVA, TOTAL) et de l'eau

Une protection sociale solidaire

- rétablir la Sécurité Sociale par la solidarité nationale en excluant tout recours au système des assurances privées et en rétablissant ses sources de financement par une juste taxation de tous les revenus et un recouvrement de toutes les cotisations encore impayées 30 milliards
- refonder le régime des retraites sur la répartition, avec, pour tous les travailleurs, droit à une retraite à taux plein à 60 ans

Pouvoir d'achat

- Smic à 1700 euros brut dès le 1er juillet 2012
- Un salaire maximum pour les grands patrons (écart de 1 à 20)
- Abrogation de la TVA dite « sociale »
- Revalorisation des salaires
- Augmentation des minimas sociaux et des pensions
- Application de la loi sur l'égalité salariale homme/femme

Afin de redonner leur du à tous ceux qui souffrent, il faut trouver l'argent nécessaire.

C'est possible en reprenant le pouvoir sur la finance et partageant les richesses

Face à ceux qui utilisent la dette pour imposer des politiques d'austérité et enrichir les groupes financiers, le front de gauche vous propose :

- de refuser le traité « Merkozy » et la « règle (du veau) d'or » qui oblige les états à des politiques d'austérité.
- de mener un audit citoyen de la dette publique, refuser de payer les dettes illégitimes et permettre à la banque centrale de financer les investissements publics à la place des groupes financiers qui nous coûtent **48 milliards** !
- répartir autrement les richesses par la fin des privilèges fiscaux, des grandes entreprises (66 milliards d'euros !), des riches (**17 milliards** de cadeaux fiscaux sans compter les **45 milliards** de fraude)...
- les mesures fiscales du Front de Gauche (taxer les revenus du capital comme ceux du travail, les revenus financiers, les nouvelles tranches d'imposition) permettent de récupérer au moins **100 milliards** et de faire complètement disparaître la dette !
- de créer un pôle public de financement pour sortir de l'emprise des marchés financiers et réorienter le crédit vers les activités utiles, l'innovation, mais aussi de donner aux services publics et aux collectivités locales les moyens nécessaires.
- ...et les **30 milliards** d'exonérations qui permettraient de combler le « trou de la secu » : **18 milliards** !

Ces mesures permettent à la collectivité de récupérer les deux cent milliards d'euros de la richesse produite (qui augmente toujours !), passés de la poche des salariés à celles des rentiers, des spéculateurs dispensés par les réformes fiscales libérales de contribuer au financement de la société.

Logement

- Pour le budget logement à 2% du PIB
- Interdire les expulsions locatives
- Suppression du surloyer, relèvement du plafond du livret A
- Rétablissement du 1% logement
- Politique ambitieuse de construction de logements sociaux
- Supprimer le racket de l'État sur les finances des offices d'HLM

Emploi

- Reconquérir nos industries pour créer de nouveaux emplois
- Interdire les licenciements boursiers
- Lutter contre la précarité en embauchant en priorité en CDI
- Titulariser tous les emplois précaires dans la Fonction Publique
- Les 35 heures pour tous
- S'orienter vers une réforme du code du travail pour redonner des nouveaux droits aux salariés
- Redonner des moyens humains à Pôle Emploi
- Les entreprises qui délocalisent et licencient devront rembourser toutes les aides publiques
- Favoriser la formation tout au long de la vie
- Renforcer les droits de reprise des entreprises par les salariés

Citoyenneté

- Rétablissement de la proportionnelle
- Nouveaux droits pour les salariés et leurs syndicats
- Egalité des droits de tous les couples (mariage, adoption)
- Loi-cadre de lutte contre la violence faite aux femmes
- Redonner des moyens à la justice et garantir son indépendance
- Droit de vote aux étrangers aux élections locales

Transports

- Il faut de nouvelles sources de financements afin que la mobilité, le transport pour tous deviennent une réalité
- Le versement transport doit être doublé pour les entreprises. Les transports routiers taxés et l'Etat devra redonner des moyens financiers importants aux autorités organisatrices des transports. Cela permettrait à Viacités de mener à bien ses projets sur l'ensemble du réseau bus et tram
- Il faut créer un pôle national des transports publics favorisant le développement des transports publics
- Développer : l'intermodalité, l'auto partage, le covoiturage, les parcs relais, l'usage du vélo
- Il faut un plan de ferroutage, abroger les lois de libéralisation du rail et engager le désendettement du système ferroviaire.
- Il faut pour la population, les entreprises de Basse-Normandie, son économie, que la Ligne Nouvelle Paris-Normandie soit créée tout en poursuivant le développement du réseau régional

Handicap

- Loi en faveur des personnes en situation de handicap pour répondre à tous leurs besoins de façon impérative.
- Mise en accessibilité, intégration professionnelle, revenu de remplacement égal au SMIC pour les personnes reconnues dans l'impossibilité de travailler.

**PARTAGER
LES RICHESSES**

**ABOLIR
L'INSÉCURITÉ SOCIALE**

**REPRENDRE
LE POUVOIR AUX BANQUES
ET AUX MARCHÉS FINANCIERS**

**LA PLANIFICATION
ÉCOLOGIQUE**

PRODUIRE AUTREMENT

**LA RÉPUBLIQUE
POUR DE VRAI**

**CONVOQUER
L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE
DE LA VIÈME RÉPUBLIQUE**

**S'AFFRANCHIR DU TRAITÉ
DE LISBONNE ET CONSTRUIRE
UNE AUTRE EUROPE**

**LA FRANCE POUR CHANGER
LE COURS DE LA
MONDIALISATION**

**L'ÉMANCIPATION
HUMAINE EN TÊTE**